



YWCA
CANADA

A TURNING POINT
FOR WOMEN
UN POINT TOURNANT
POUR LES FEMMES

La nécessité d'investir dans l'équité entre les sexes pour assurer la compétitivité du Canada

Mémoire prébudgétaire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Budget fédéral de 2019

YWCA Canada
3 août 2018

Anjum Sultana
Gestionnaire, Politique et Communications stratégiques
YWCA Canada

a/s YWCA Canada

104, rue Edward, Toronto (Ontario) M5G 0A7, Canada

Téléphone : 416-962-8881, poste 2241 | Courriel : asultana@ywcacanada.ca

Facebook : www.facebook.com/ywcacanada | Twitter : www.twitter.com/ywca canada

Site Web : www.ywcacanada.ca

À propos de la YWCA Canada

La YWCA Canada est la plus ancienne et la plus importante organisation de services polyvalents pour les femmes, comptant 32 associations membres dans l'ensemble du pays au service des femmes et des filles dans neuf provinces et deux territoires. Nous travaillons dans plus de 300 communautés et venons en aide à plus de 330 000 femmes et filles.



YWCA
CANADA

A TURNING POINT
FOR WOMEN
UN POINT TOURNANT
POUR LES FEMMES

RECOMMANDATIONS :

Apprentissage et garde des jeunes enfants

- **Recommandation n° 1** – Que le [gouvernement du Canada](#) s'inspire de son [Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants](#) en augmentant son investissement d'au moins 1 % de son PIB afin qu'il atteigne le [niveau de référence de l'OCDE](#) pour les dépenses publiques destinées à l'éducation de la petite enfance et aux soins à prodiguer aux jeunes enfants, et qu'il intègre l'[universalité](#) comme principe clé.
- **Recommandation n° 2** – Que le gouvernement du Canada adopte et mette en œuvre les [appels à l'action lancés par la Commission de vérité et réconciliation](#) sur l'élaboration de programmes d'éducation des jeunes enfants qui conviennent aux familles autochtones et qui soient adaptés à leur culture, et qu'il le fasse fait en partenariat avec les communautés autochtones afin d'orienter l'élaboration du [Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones](#).

Égalité sur le marché du travail

- **Recommandation n° 1** – Que le gouvernement du Canada adopte toutes les recommandations du dernier rapport du Comité permanent de la condition féminine, [La sécurité économique des femmes : assurer l'avenir de l'économie canadienne](#).
- **Recommandation n° 2** – Que le gouvernement du Canada mette l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) à l'abri de la pauvreté en garantissant son indexation à l'inflation annuelle.
- **Recommandation n° 3** – Que le gouvernement du Canada s'assure que l'ACE atteigne un niveau qui permette de réduire le taux de pauvreté des enfants du Canada de 50 % d'ici 2020, selon la mesure de faible revenu net d'impôt dérivée des données sur les déclarants.
- **Recommandation n° 4** – Que le gouvernement du Canada consacre des fonds à l'application de l'ACE dans les communautés métisses, inuites et des Premières Nations.
- **Recommandation n° 5** – Que le gouvernement du Canada investisse 80 millions de dollars par année dans la nouvelle Commission de l'équité salariale pour l'exécution, l'éducation et la recherche afin de combler l'écart salarial entre les sexes, dans une optique intersectionnelle qui prête attention aux nombreux obstacles que divers groupes aspirant à l'équité doivent relever, comme les femmes handicapées, les femmes LGBTQ et les personnes non binaires, les nouvelles arrivantes, les femmes racialisées et les femmes autochtones.

- **Recommandation n° 6** – Que le gouvernement du Canada verse des ressources financières supplémentaires pour l'embauche de 50 agents et agentes d'application de l'équité salariale.

Violence et harcèlement fondés sur le sexe

- **Recommandation n° 1** – Que le gouvernement du Canada, en consultation avec des intervenants pertinents, dépose immédiatement un projet de loi afin de modifier le *Code canadien du travail* et d'instaurer un congé rémunéré pour les victimes de violence entre partenaires intimes, semblable à la [loi adoptée en Nouvelle-Zélande](#).
- **Recommandation n° 2** – Que la ministre de la Condition féminine obtienne le financement et les ressources nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre un Plan d'action national sur la violence faite aux femmes et aux filles, comme celui prévu dans le rapport intitulé [Modèle de Plan d'action national du Canada sur la violence faite aux femmes et aux filles](#).
- **Recommandation n° 3** – Que le gouvernement du Canada verse un financement supplémentaire de [50 millions de dollars et qu'il accorde une prolongation de 2 ans à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées](#) pour s'assurer que l'[Enquête nationale](#) mobilise comme il se doit les personnes touchées et recueille les éléments probants exhaustifs et approfondis nécessaires pour s'acquitter de son mandat.
- **Recommandation n° 4** – Que le gouvernement du Canada augmente le financement des services d'aide juridique offerts aux personnes qui demandent l'asile pour le porter à 15 millions de dollars par année de 2019 à 2021, en réservant des fonds tout spécialement à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de sensibilisation garantissant que les femmes qui demandent l'asile ont accès aux services.

Itinérance

- **Recommandation n° 1** – Que le gouvernement du Canada adopte toutes les recommandations figurant à la section 7.2 du [Rapport final du Comité consultatif sur l'itinérance sur la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance](#), qui s'attarde aux besoins et aux questions propres aux itinérantes.
- **Recommandation n° 2** – Que le gouvernement du Canada mette en œuvre une [Définition canadienne de l'itinérance](#) pour garantir l'existence d'une expression claire et inclusive qui définisse largement les diverses façons dont des communautés distinctes vivent l'itinérance, y



YWCA
CANADA

A TURNING POINT
FOR WOMEN
UN POINT TOURNANT
POUR LES FEMMES

compris les communautés autochtones, les femmes victimes de violence et vivant dans la violence, ainsi que les femmes victimes d'itinérance cachée qui n'utilisent peut-être pas de services, comme des refuges d'urgence.

Investir dans l'équité entre les sexes pour promouvoir la compétitivité du Canada

Contexte et justification

À mesure que la YWCA Canada approche de son 150^e anniversaire, nous constatons à quel point le mouvement pour l'égalité entre les sexes a amélioré la sécurité économique des femmes et a façonné leur capacité de participer pleinement à la société. Par exemple, la participation des femmes au marché du travail a [doublé](#) au cours des 60 dernières années, passant de 24 % en 1953 à environ 47,3 % en 2016. Toutefois, les femmes doivent encore surmonter des obstacles à l'[emploi](#) et à l'[équité salariale](#), n'ont pas accès aux principales ressources telles que le [logement](#) et les [services de garde des enfants](#), sont victimes de [violence et de harcèlement sexuel en milieu de travail](#) et [ailleurs](#). D'un point de vue intersectoriel, les éléments probants démontrent qu'il existe d'autres obstacles au [travail décent](#) des femmes ayant des identités croisées, comme les [femmes ayant une incapacité](#), les [femmes autochtones](#), les [nouvelles arrivantes](#), les [femmes racialisées](#) et les [femmes membres de la communauté LGBTQ](#).

Nous félicitons le gouvernement du Canada pour son budget fédéral de 2018 intitulé [Égalité et croissance pour une classe moyenne forte](#). Avec chaque budget successif, nous constatons l'importance accrue qui est accordée aux politiques et aux investissements destinés à faire avancer l'égalité entre les sexes pour les femmes et les filles du pays. Par ailleurs, nous avons remarqué l'émergence d'une analyse intersectorielle qui reconnaît que les femmes ont des identités croisées pouvant aggraver les disparités et produire un désavantage cumulatif. Nous exhortons le gouvernement à continuer de renforcer son analyse comparative intersectorielle entre les sexes plus figurant dans le budget fédéral.

La YWCA Canada et la fédération des associations membres est le plus important fournisseur national de refuges pour femmes, offrant des services à 25 000 femmes, enfants et adolescentes, y compris 6 000 qui fuient la violence conjugale chaque année. Nous sommes également le principal fournisseur de programmes d'alphabétisation, de recherche d'emploi, de counseling et d'aptitudes à la vie quotidienne au pays et le deuxième fournisseur de services de garde d'enfants. À titre de plus ancienne et plus importante organisation de services polyvalents pour les femmes du pays, la YWCA Canada et ses associations membres possèdent une vaste expertise pour collaborer aux discussions sur la meilleure manière



YWCA
CANADA

A TURNING POINT
FOR WOMEN
UN POINT TOURNANT
POUR LES FEMMES

d'appuyer et de fournir des services aux femmes et aux filles, ainsi que dans les domaines des services de logement, d'hébergement, de garde d'enfants et d'emploi, sur lesquels il faut miser.

Les obstacles des femmes à la sécurité économique et à la participation au marché du travail sont le résultat de plusieurs facteurs, notamment la discrimination fondée sur le sexe, les attitudes patriarcales ainsi que des obstacles historiques et systémiques. Pour garantir que notre pays soutient la concurrence sur la scène mondiale, nous préconisons des investissements, des initiatives et des politiques qui favorisent l'équité entre les sexes. Non seulement donneront-ils des résultats économiques et sociaux équitables pour les femmes et les filles dans l'ensemble du pays, mais encore ils mettront notre pays en position d'être prospère sur le plan économique.

Apprentissage et garde des jeunes enfants

Pour combler l'écart salarial entre les sexes, promouvoir la croissance économique et favoriser le développement et la santé des jeunes enfants, il est capital de nous assurer que les familles canadiennes disposent de services de garde d'enfants abordables, accessibles et de grande qualité. Voilà ce qui est ressorti du [dernier examen du Canada](#) publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui soutient que le développement de la petite enfance est un facteur clé d'une société plus inclusive, tout spécialement pour les femmes. À l'échelle internationale, [comparativement à](#) de nombreux [pays de l'OCDE et du G7](#), le Canada investit moins, offre moins de services, a des [taux de participation moins élevés](#) et de moins grande qualité quand il s'agit de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants.

Au Canada, le [système de garde à l'enfance du Québec](#) offre un excellent [exemple](#) de l'incidence que des services de garde abordables et de grande qualité peuvent avoir sur le [potentiel économique des femmes](#). L'accès à des services de garde est la clé pour assurer la compétitivité économique du Canada en accroissant sa main-d'œuvre totale. Il est essentiel que le budget fédéral de 2019 serve à profiter de cette occasion.

Égalité sur le marché du travail

Les femmes représentent plus de 50 % de la population canadienne et il est impératif que leur participation pleine et égale soit optimisée afin de créer une société plus équitable pour tous et toutes. Nous félicitons le gouvernement fédéral du Canada d'avoir fait la promotion de la prospérité inclusive pour garantir que toutes les personnes profitent de notre croissance économique commune. Nos recommandations sont axées sur le programme d'Allocation canadienne pour enfants et sur l'équité salariale, parce que, si elles sont réglées de manière efficace, ces deux questions offrent la possibilité de transformer le potentiel économique des femmes. Nos collègues de l'[Equal Pay Coalition](#) et de la [Campagne 2000 : Éradiquez la](#)



YWCA
CANADA

A TURNING POINT
FOR WOMEN
UN POINT TOURNANT
POUR LES FEMMES

[pauvreté des enfants au Canada](#) ont produit une analyse et des données probantes rigoureuses qui viennent étayer la nécessité des changements stratégiques que nous recommandons.

Par ailleurs, nous recommandons que des ressources financières et humaines soient investies afin d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie garantissant que les groupes marginalisés qui aspirent à l'équité, comme les Canadiens et Canadiennes à faible revenu et les communautés autochtones, puissent profiter de l'Allocation canadienne pour enfants. Comme des [comptes rendus](#) l'indiquent, certains groupes ne peuvent pas avoir accès à des prestations financières en raison d'obstacles administratifs tels que les exigences liées à l'admissibilité et la révision des prestations, qui sont difficiles à remplir.

Violence et harcèlement fondés sur le sexe

Pour que le Canada soutienne véritablement la concurrence sur la scène mondiale, il doit consentir des investissements pour s'assurer que les femmes et les filles se sentent en sécurité et sont à l'abri de la violence. Nous avons le plaisir de constater que le gouvernement du Canada s'efforce d'atteindre ce but puisqu'il a annoncé son initiative intitulée [Il est temps : La stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe](#). Le gouvernement du Canada a établi des bases solides grâce à cette stratégie et nous l'incitons à continuer de jouer le rôle d'un chef de file en élaborant un Plan d'action national sur la violence faite aux femmes et aux filles. Une coalition d'organisations et de personnes qui militent pour la défense des droits et travaillent dans le secteur de la lutte contre la violence faite aux femmes, y compris la YWCA Canada, s'est réunie et a élaboré un [modèle](#) comme point de départ.

Il est essentiel de répondre aux besoins des femmes qui peuvent être vulnérables en raison de leur identité, comme les femmes autochtones et les femmes ayant un statut d'immigration précaire. Plus de 1 800 survivantes se sont inscrites dans le cadre de l'[Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées](#) et il est capital que nous fournissions le temps et les ressources nécessaires pour que les commissaires puissent instaurer un processus digne de confiance et fondé sur des principes. Nous lançons également un appel à investir dans les services d'aide juridique offerts aux personnes qui demandent l'asile, tout spécialement les femmes, afin que, lorsqu'elles se retrouvent en situation de vulnérabilité, comme dans le dédale des complexités du système d'immigration, elles disposent des mesures de soutien dont elles ont besoin.

Itinérance

La YWCA Canada est le plus important fournisseur de services de logement et de refuge du pays pour les femmes, apportant de l'aide à 6 000 femmes, enfants et adolescentes qui fuient la violence conjugale. À titre d'organisation qui travaille avec des femmes aux prises avec des problèmes de logement, nous avons le plaisir de constater que le rapport final du Comité consultatif sur l'itinérance cherche à éliminer



YWCA
CANADA

A TURNING POINT
FOR WOMEN
UN POINT TOURNANT
POUR LES FEMMES

l'itinérance chez les femmes. Nous faisons écho aux recommandations de la section 7.2 et demandons leur adoption et leur mise en œuvre complètes. Par ailleurs, nous souhaitons ajouter qu'il faut adopter et mettre en œuvre une Définition canadienne de l'itinérance pour assurer l'uniformité de la surveillance, de l'évaluation et de la production de rapports. La définition formulée par l'[Observatoire canadien sur l'itinérance](#) est une étape importante et devrait servir de modèle.

Conclusion

Grâce au budget fédéral de 2019, le gouvernement du Canada a l'occasion de préconiser les conditions économiques nécessaires pour assurer la prospérité inclusive de tous et toutes. Les investissements dans l'égalité entre les sexes sont non seulement la bonne chose à faire, mais encore la chose intelligente à faire pour garantir la compétitivité du Canada et son leadership économique continu sur la scène mondiale. Pour assumer le leadership dans ces domaines, il faut que nous prenions des mesures audacieuses et courageuses afin de combler l'écart salarial entre les sexes, de régler la crise de l'itinérance cachée, de veiller à ce que les familles canadiennes aient accès à des services de garde d'enfants abordables et de grande qualité et de faire en sorte que notre pays en soit un où les femmes et les filles peuvent vivre leur vie sans aucune violence.

Enfin, nous devons uniformiser les règles du jeu pour que les femmes et les filles aient un accès véritablement égal à des possibilités et des résultats équitables afin de réaliser leur plein potentiel et de participer à tous les aspects de notre société. Nous nous réjouissons à l'idée de collaborer avec le gouvernement du Canada pour faire avancer l'égalité entre les sexes et travailler collectivement afin de créer un avenir juste et équitable pour toutes les personnes qui vivent au pays.